

LA CGT APPARTIENT A SES ADHERENTS ET AUX SYNDICATS QUI COMPOSENT SES STRUCTURES.

A peine un an après le 50^{ème} congrès confédéral de la CGT, qui s'est déroulé à Toulouse en Mars 2013, le dernier CCN de la CGT des 11 et 12 Février 2014 à Montreuil a révélé des fractures idéologiques importantes entre les dirigeants de la CGT.

Les faits ne sont pas une surprise pour les observateurs rigoureux qui étudient l'évolution de la CGT mais cette fois les réactions de nombreux secrétaires généraux d'UD et de fédérations suite au rapport introductif du secrétaire général (T. Lepaon) pour ouvrir ce CCN, confirment que la fronde ouverte avant le 50^{ème} Congrès est loin d'être terminée.

Pour la grande majorité des membres du CCN jamais depuis l'épisode de la Constitution Européenne, frontalement le bureau confédéral n'aura autant été mis en cause.

Même si dans le CCN les interventions sont dans la plupart des cas très alambiquées, cette fois les interpellations et questionnements sur la stratégie et le positionnement de la Confédération ont été plus nets.

Quand plus d'un tiers des dirigeants des structures, UD, Fédé -même de manière feutrée- mettent en cause le positionnement, la stratégie de la Confédération la situation de l'organisation devient dès plus compliquée.

Si ce qui vient de se produire dans le CCN -qui est l'organisme de décision entre deux congrès- s'additionne aux débats aux couteaux dans la plupart des congrès des structures depuis maintenant des mois, la Cgt est devenue un véritable champ de bataille.

L'accélération des politiques antisociales conduites par le patronat, les gouvernements successifs avec le passage à un rythme effréné sous la mandature de Sarkozy des réformes régressives poursuivies par Hollande, a conduit un grand nombre de syndicalistes de la Cgt à ne

plus analyser les choses dans le processus du déroulement historique des rapports de force.

Cet engrenage conditionné par le pilonnage des média pour déboussole le salariat, a engendré une perte de réflexion et d'analyse parmi les militants du mouvement ouvrier, les amenant à réfléchir sur l'immédiat sans prendre le recul nécessaire, sans mettre en cohérence ce à quoi ils se confrontent et sans tenir compte de l'histoire, de la stratégie et des objectifs du Capital.

Apprécier ce qui se passe dans la CGT en ce début 2014, sans se pencher sur le long processus de l'évolution de son orientation, de sa stratégie revendicative, de son mode d'organisation et de sa politique de cadres syndicaux, ne peut conduire à raisonner que sur les apparences et la surface d'un débat de fond qui secoue toute la Cgt.

Un débat qui va bien au-delà d'une simple opposition entre réformistes et révolutionnaires mais qui porte sur la transformation complète du syndicalisme Cgt, de sa culture, de ses modes de vie et de toute sa stratégie, pas seulement unitaire et revendicative !

Si certes, ce sont les femmes et les hommes qui font l'histoire, qu'elles et ils sont les acteurs du combat social (pour ce qui nous intéresse au plan syndical), nous ne pouvons ignorer qu'elles et ils traduisent dans leurs interventions, leurs rôles, l'expression de courants idéologiques qui s'affrontent et se confrontent depuis la création de la CGT.

Il est courant depuis plusieurs congrès confédéraux, dans les débats dans la CGT, que des militants fassent référence à la CGT révolutionnaire, sans que souvent les mêmes puissent traduire ce que sous-tend cette affirmation !

D'autres, de plus en plus excédés par les non positionnements de la CGT vis-à-vis de la politique gouvernementale et la dérive vers l'accompagnement du système économique en place, reviennent constamment sur le réformisme qui se serait emparé de la CGT !

Peut-on apprécier objectivement la trajectoire historique de la CGT par ces qualificatifs réducteurs à la lumière des faits ?

Les révolutionnaires, les réformistes et les anarchistes se sont constamment confrontés dans cette CGT qui reste, même affaiblie numériquement et du point de vue de ses capacités de direction, de ses forces organisées une organisation syndicale de masse, numériquement parlant.

La CGT n'a jamais été une organisation révolutionnaire mais une organisation syndicale de classe très influencée par ses dirigeants longtemps issus du courant révolutionnaire.

Ce sont les cadres syndicaux, issus du terrain des entreprises et du courant Révolutionnaire, qui ont permis à la CGT d'être une organisation syndicale de classe, de masse, démocratique, indépendante et unitaire.

Une organisation longtemps respectée par la puissance publique, le patronat pour son engagement son rôle dans les périodes tragiques de l'histoire de la France et pour son patrimoine constitué des grandes conquêtes sociales.

Une grande organisation dont les dirigeants très souvent communistes à la tête des structures de la Cgt et dans ses directions, ont tenus une ligne syndicale de classe, se sont battus pour l'unité du salariat dans les luttes, se sont engagés dans les combats contre le fascisme, le racisme, le colonialisme et en faveur de la Paix.

La situation aujourd'hui dans la CGT a considérablement évoluée du fait du combat des militants, issus du courant réformiste, des conditions historiques qui ont accéléré les abandons idéologiques du camp progressiste, des retards et des erreurs des révolutionnaires.

Ne perdons pas de vue, le poids du courant réformiste qui a poussé la CGT à soutenir le programme commun de gouvernement de 72 à 78, la bataille conduite par les réformistes au 40^{ème} congrès de la CGT de Grenoble en 78 battus dans les commissions chargés de la rédaction des documents.

Ceux qui ont été battus à cette époque, les Jean-Louis Moynot, Christiane Gilles, Jacqueline Lambert, René Bull, Gérard Gaumé (parmi les plus en avant) ont continué leur œuvre sans forcément être dans les directions.

La période de 81, les débats de fond qui ont secoué le PCF jusqu'au départ des ministres communistes du gouvernement Mauroy en 84, ont conduit à la naissance de l'association Confrontation France et Europe. La confrontation a été l'outil principal pour permettre aux réformistes de diriger idéologiquement la CGT.

Les principaux acteurs de cette construction dans la Cgt ont été :Gérard Alezard UD 75 fédération équipement, J-C. Leduigou de la fédération finances, J-C Moynot fédération équipement, Sylvie Salmontareau fédération transports, André Sainjon fédération métaux, Jean Dominique Simonpoli de la fédération des banques et assurances, J-C Boual fédération de l'équipement, Nicole Rondeau espace syndicalisme société, responsable des territoires, Philippe Ourcade fédération des organismes sociaux, Pierrette Crosmarie fédération finances, Francine Blanche fédération des métaux, Michel Muller fédération du livre, Joël Decaillon de la fédération des cheminots et Daniel Rotureau,...

En fait, tout ce beau monde a tissé tout un réseau à l'interne de la Confédération et des fédérations pour orienter les débats et ensuite imposer leurs idées.

Les Comités Régionaux ont fait l'objet d'une attention particulière de ce réseau pour distiller les thèses de cette association composée de patrons, de syndicalistes de la Cgt, de la Cfdt, de l'UNSA, de politiques allant de la droite, en passant par le PS, le PC mais tous très influencés par l'église catholique.

En fait depuis maintenant des décennies, la Cgt comme l'ensemble du mouvement ouvrier Français ont été atteints de ce virus inoculé par la Sociale démocratie qui privilégie les conceptions délégataires sur l'intervention du peuple.

Au plan politique, cela s'est traduit par un électoralisme et des combines politiciennes pour la recherche du pouvoir dans un système électoral dont les règles ont été cadrées pour empêcher que les libéraux perdent les majorités. Au plan syndical la culture du dialogue social prime contre l'intervention dans les luttes des salariés.

La chute du mur de Berlin a amplifié les efforts idéologiques de cette partie de dirigeants de la Cgt acquis au réformisme face à de nombreux dirigeants devenus orphelins de la disparition de l'Union Soviétique considérant le triomphe du capitalisme comme à présent indépassable.

Il faut relire les interventions au CCN de la Cgt qui a suivi la chute du mur de Berlin pour comprendre l'offensive du camp réformiste dans la Cgt et l'opération de grande envergure engagée durant la deuxième période du mandat de L Viannet pour transformer la Cgt.

Comment le courant réformiste de la CGT pourrait-il influencer à ce point la CGT (la Confédération, les Fédérations, les UD, les Comités Régionaux, les Unions Locales et les Syndicats) si idéologiquement, ses idées, ses thèmes, ses analyses et propositions n'avaient été étudiés dans les formations, diffusés, relayés, pour devenir des références aujourd'hui ?

Si les idées et la culture réformiste n'avaient pas gagné l'adhésion de nombreux militants et dirigeants de la CGT, les dirigeants confédéraux ne pourraient pas aller aussi loin dans leurs prises de positions publiques aujourd'hui !

En fait, celles et ceux qui continuent à lutter pour que la CGT privilégie le travail syndical, pour construire avec les syndiqués la mobilisation revendicative des salariés en éclairant le débat de propositions pour imposer la transformation sociale, contester les choix du Capital,

transformer la société en se libérant du capitalisme, subissent aussi cette pression idéologique du camp réformateur .

Ils et elles subissent l'idéologie dominante dans la Cgt en transférant très souvent le débat sur les personnes, les dirigeants, les directions voire sur la forme sans mener la bataille idéologique sur le fond, faute de réfléchir aux idées qu'il conviendrait de mettre en débat pour sortir de cet étau.

Pourquoi cette situation dans le CGT ?

Parce que bon nombre d'arguments développés, ressassés par la sociale démocratie, l'église catholique (voir la doctrine sociale de l'église) se sont imposés comme des évidences.

On ne lutte plus contre, on se bat pour une autre réforme, on ne combat plus les restructurations, les licenciements, on se bat pour un plan social de haut niveau, on ne revendique plus la gestion et la direction des entreprises par les salariés, on réclame de bons repreneurs !

On ne conteste plus l'Union Européenne, on agit pour une autre Europe, on ne met plus en cause le capitalisme et la dictature qu'il orchestre, on réclame la dimension sociale des entreprises, des politiques publiques, de l'Union Européenne... !

On ne combat plus les politiques d'austérité, l'offensive régressive du patronat, on est entré dans le diagnostic, les solutions partagées dans le cadre du dialogue social !

Contester les pouvoirs décisionnels du patronat, le lien de subordination qu'il inflige aux salariés est devenu dogmatique !

Mettre en cause le système économique en place, la main invisible du marché est devenu irréaliste, d'une autre époque ! Celles et ceux qui luttent pour changer la société deviennent des idéalistes nostalgiques du passé !

Les militants de la CGT à la tête des actions des salariés dans les entreprises sont qualifiés de caricatures, et les formes de luttes décidées par

les salariés comme ne correspondant pas à la stratégie syndicale ambiante !

Ces discours totalement délirant des dirigeants d'une organisation syndicale de classe comme la Cgt cultive le découragement et la colère parmi les militants et font les choux gras de FO et de Sud.

En fait ce qui est devenu essentiel aux yeux de nombreux dirigeants, ce n'est pas comment la Cgt peut être perçue par les salariés mais comment elles et ils sont appréciés par les acteurs du camp d'en face.

Ce besoin de reconnaissance par les politiques, le patronat, de nombreux membres de la direction de la Cgt, nombreux conseillers confédéraux, témoigne d'un profond malaise qui révèle l'échec d'une stratégie qui ne permet pas de comptabiliser des avancées sociales.

Mesurons bien que ce qui se passe dans la CGT en ce début 2014 est lourd de conséquences pour les syndiqués et au final pour les salariés.

Les syndiqués et militants subissent dans la Cgt le déferlement idéologique du camp des réformateurs de droite comme de gauche acquis à la logique capitaliste.

Ils et elles doivent se battre contre la répression organisée par les directions dans les entreprises privées comme dans le public avec de moins en moins de soutien des structures de la CGT et maintenant, elles et ils doivent aussi batailler sur les positions de leur propre organisation syndicale quand ce n'est pas les attaques internes auxquelles ils doivent se confronter.

Ce qui se passe dans les groupes qui arrosent généreusement tous ceux qui se complaisent dans le dialogue social hors sol produit des situations de rentes dont la contrepartie est conditionnée à la paix sociale.

Ce qui se produit dans les territoires avec la multiplication des lieux de discussions pour sortir le syndicalisme des lieux du travail, tout cela génère la destruction du syndicalisme de classe..

L'épisode du CCN et ce qui se passe depuis dans la confédération, montre combien la politique des cadres syndicaux a été organisée et pensée par le sérail confédéral pour favoriser une prise de contrôle de tout l'appareil confédéral, des directions de très nombreuses fédérations, UD et Comités Régionaux par des syndicalistes acquis aux thèses et objectifs de la sociale démocratie.

Des syndicalistes propulsés aux responsabilités avec de moins en moins d'expérience de terrain, quelques-fois issus de la CFDT (ex: Marie Laurence Bertrand du bureau confédéral,, Patrick Brody responsable à la vie syndicale ou Jérôme Vérité Secrétaire Général de la fédération des transports...) et de nombreux militants encartés au PS nombreux au bureau confédéral et à la CE confédérale.

L'objectif des dirigeants confédéraux n'est plus depuis longtemps de disposer de cadres syndicaux en capacité de réfléchir par eux-mêmes de produire de la réflexion, des analyses et des propositions pour alimenter le débat interne, les initiatives avec les salariés mais de disposer de bons petits soldats aux ordres de la direction comme à la cfdt !

En fait ce qui est visé est de passer d'un mode de fonctionnement sous l'autorité de la base, à un fonctionnement très centralisé du type Cfdt répondant aux exigences de l'Union Européenne et de son outil d'intégration social qu'est la CES.

L'interview du 20 Février de T. Lepaon dans le Nouvel Economiste qui plaide publiquement pour l'alliance entre le Capital et le Travail confirme qu'un véritable virage idéologique de la CGT beaucoup plus grave qu'il n'apparaissait aux yeux de nombreux militants au moment du 50 ème Congrès, est en cours.

Si de nombreuses directions de syndicats, d'UL et d'UD écrivent et protestent par rapport à la stratégie confédérale de la CGT, les dirigeants en place managent les débats en gauchisant le discours en fonction des réactions dans les réunions pour emporter par l'illusion des apparences sur la forme l'adhésion de la majorité.

C'est se qui c'est passé les 11 et 12 Février 2014, au CCN après un rapport introductif présentant la journée d'action du 6 Février comme une journée de grande mobilisation est assez incroyable.

Les méthodes de management de l'appareil confédéral qui ne veut pas pousser aux luttes et qui qualifie d'importantes les mobilisations du 6/2 illustrent comment les dirigeants peuvent se permettre de s'asseoir sur l'expression d'un grand nombre d'adhérents de la Cgt et rouler dans la farine un CCN dans lequel il y a bien longtemps que le débat d'idées a été éteint.

Qualifier la journée du 6 février de mobilisation importante n'est ni sérieux ni responsable, pourtant la ficelle utilisée par T Lepaon a fonctionné devant le CCN !

Avec des participations de salariés extrêmement réduites dans la grève dans les professions, de nombreuses organisations de la CGT qui n'appelaient pas à l'action, le refus des autres OS d'appeler les salariés à l'action, le CCN apprécie majoritairement comme positive la journée interprofessionnelle du 6 février sans discuter du réel sur le terrain !

Dans cette ambiance curieuse des voix, cette fois beaucoup plus nombreuse, sont intervenues pour condamner dans le CCN la rencontre CGT avec le CRIF, pour contester la plate forme de janvier avec notamment la cfdt et pour réclamer que la CGT donne des suites à la mobilisation. Plusieurs UD et fédérations ont réclamé de s'inscrire dans la journée d'action proposée par FO, du 18 Mars.

Le Bureau confédéral est resté de marbre face à ces interpellations sans ne jamais se prononcer sur la rencontre CGT-CRIF et pas davantage sur la journée du 18 Mars 2014.

La fédération des organismes sociaux est intervenue le 2^{ème} jour pour resituer l'origine de la journée du 18 Mars : un appel de la fédération CGT des organismes sociaux pour défendre la protection sociale attaquée par les mesures du Gouvernement (URSSAF, CAF, régime d'indemnisation du chômage), les directives Européennes.

A la suite de cette décision, elle s'est adressée aux fédérations des autres organisations syndicales pour essayer de faire du 18 mars 2014 une journée nationale d'action unitaire avec manif à Paris des personnels des organismes sociaux. La Confédération FO s'est ensuite emparée de cette action pour la récupérer à son compte.

Si effectivement la CGT avait pris ses responsabilités, si l'appareil confédéral avait accepté d'entendre ceux qui revendiquaient au CCN (notamment) un débat sur le financement et la gestion de la protection sociale, nous n'en serions pas là !

Seulement voilà, très majoritairement, le bureau Confédéral de la CGT et sans doute la CE Confédérale sont acquis à ce que préconise le PS en matière de financement de la Sécu, des retraites comme de l'indemnisation du chômage.

Accepter ce débat obligerait chacun(e) à se positionner, donc à, livrer ses positions et donc à dévoiler des collusions dont les dirigeants confédéraux ne veulent pas.

La question est la même concernant le positionnement de la Cgt sur l'Union Européenne et la tarte à la crème de l'Europe sociale.

Plusieurs intervenants ont pointé durant ce CCN de février les questionnements dans les structures des militants sur l'utilité de continuer à participer à des discussions dans les ministères, alors qu'il n'y avait rien à attendre dans ce cadre.

Ces questionnements se sont soldés par la non réponse des dirigeants confédéraux !.

Un point a été donné sur les discussions concernant le financement des Organisations syndicales par l'administrateur Confédéral E. Lafon sans aucune proposition d'information et de mobilisation des salariés.

Seule la fédération des métaux a réagi par la voix de P. Martinez dénonçant les escrocs de l'UIMM, plus largement du patronat et invitant à la

mobilisation de la Cgt contre cette attaque du gouvernement contre le syndicalisme.

Mourad Rabbi de THC a proposé de discuter comment répartir sur les structures, la baisse des moyens ce qui de fait conduit à stériliser toute bataille et laisser tranquillement le gouvernement pour porter des coups principalement à la Cgt.

Dans ces débats, il est à noter également le rôle de Mohamed Oussedic qui lui aussi, sur une autre partition, plaide pour l'alliance Capital Travail (rien de surprenant de la part de ces deux dirigeants de la Cgt appartenant au parti socialiste !)

Le débat sur le devenir de la NVO, qui avait dès le départ suscité des réactions, s'est conclu sans réelle décision si ce n'est un vote à l'arrachée dans la confusion générale pour arrêter des décisions au prochain CCN de Mai et permettre au BC de la Cgt de poursuivre l'opération de liquidation du journal et des éditions de la VO.

Pour la première fois le CCN s'est achevé sans aucune conclusion des débats par le bureau confédéral, confirmant si besoin était le marasme ambiant dans l'édifice confédéral.

Les organisations de la Cgt sont maintenant confrontées à des interrogations sur le positionnement réels de la CGT pour le 18 Mars avec des structures qui appellent, d'autre pas, un flou artistique de la Confédération qui est obligée d'être dans l'appel avec 3 autres OS sur des contenus plus que divers.

-Avec un salariat massivement précarisé, profondément frappé par les politiques régressives depuis le début des années 70.

-Avec un paysage syndical de désolation avec pas moins de huit organisations profondément divisées et un syndicalisme affaibli, loin d'être présent dans la majorité des entreprises.

-Avec un gouvernement et ses majorités à l'assemblée Nationale, dans 20 Régions sur 22, dans la majorité des conseils généraux et grandes villes qui travaillent à l'intégration du

syndicalisme à la logique de l'Union Européenne au service des grands groupes,

Les questions qui sont à présent posées à ce stade sont :

-Comment redonner confiance au salariat désabusé par le fait politique, désespéré de ne pas être entendu, révolté par l'accroissement des inégalités ?

-Comment redonner confiance dans l'action collective à la jeunesse, aux salariés en activité, aux privés d'emploi, aux retraités après quarante années sans mobilisation interprofessionnelle victorieuse ?

-Comment créer les conditions d'une syndicalisation de masse à la Cgt en nous réappropriant une Cgt de classe, de masse dans les entreprises, les localités, les départements et professions ?

La perspective du 18 mars ne peut laisser perdurer la confusion dans la Cgt.

Nous n'avons pas d'illusion sur les intentions des dirigeants des autres organisations syndicales de salariés qui n'ont pas été créées pour développer les luttes des salariés face à l'adversaire de classe et encore moins pour favoriser l'unité et le rassemblement des salariés.

FO comme la FSU et SUD s'activent dans cette période pour préparer les élections de représentativité dans la Fonction Publique en décembre prochain, et cela dans une période où la Cgt affiche d'importantes incohérences entre ses structures et ses dirigeants, des discours très contradictoires, y compris du secrétaire général d'une déclaration à l'autre.

Si les prétextes ne manquent pas pour agir, réagir, manifester, se mettre en grève pour revendiquer l'augmentation des salaires, le développement du travail salarié, stable, qualifié sous statut ou convention collective, pour conforter notre système de protection sociale, reconquérir sa gestion par les salariés, Faisons du 18 mars un tremplin de la contre-offensive du salariat dans les luttes.

Le 18 mars doit être l'occasion de faire monter le refus de l'austérité des politiques publiques et de la dictature idéologique, sociale, économique du MEDEF et de ses satellites, UIMM, FSB, FNSEA,....

La mobilisation des salariés ne se décrète pas, elle se construit pas à pas par le travail militant de terrain, par la consultation, le débat avec les salariés sur les lieux de travail, à la porte des entreprises.

Elle suppose le débat le plus large avec des militants et syndiqués en capacité d'échanger, d'emporter la conviction des autres sur la justesse de la proposition d'entrer tous ensemble dans l'action le 18 mars prochain.

Réamorcer une dynamique de grandes mobilisations pour gagner sur les revendications faire barrage aux prétentions du Medef et à la politique d'austérité du gouvernement impose une construction revendicative sur les lieux du travail et en premier lieu avec les militants et syndiqués de la Cgt.

Comme rien n'est naturel ni spontané au plan de la démocratie syndicale et de la démocratie salariale, les premiers dirigeants des syndicats , des UI, des UD et autres structures de la Cgt, les dirigeants ont le devoir et la responsabilité d'impulser, d'organiser et créer les conditions de ces débats dans lesquels chacun(e) doit pouvoir donner son avis, exprimer son opinion et ses propositions sur le contenu revendicatif, la forme et la durée de l'action.

Des PV de réunions recueillant les opinions exprimées et décisions prises doivent être adressées à l'ensemble des structures pour secouer le Cgt, créer l'émulation dans l'organisation.

Si la Cgt appartient à ses adhérent(e)s, elles et ils doivent se faire entendre et ce qu'ils expriment doit être pris en compte par les directions de toutes les structures de la Cgt présents au CCN de la Cgt.

Intervenons, faisons connaître dans l'organisation, les prises de positions de syndicats, de syndiqués,

de directions de structures qui s'opposent à intégrer le syndicalisme d'accompagnement prôné principalement au plan syndical par la Cfdt, la Cftc, la Cgc, la Ces, au plan politique pour le PS et les Verts les partis de droite.